

2 Politique

Ouverture 43e Assemblée parlementaire de la Francophonie à Luxembourg

Pousser les gouvernements à aller de l'avant

A.I.M

Luxembourg/Luxembourg

C'EST dans la grande salle de la philharmonie de la ville de Luxembourg, capitale du Luxembourg, que s'est ouverte, hier, la 43e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) devant près de six cents participants et une vingtaine des présidents de chambres.

Le Gabon est représenté par une délégation des parlementaires et fonctionnaires conduite par le président de l'Assemblée nationale, Richard Auguste Onouvié, et son homologue du Sénat, Dr Lucie Milebou Mboussou. L'événement revêt une dimension particulière

puisque'elle marque le cinquantième anniversaire de cette organisation créée en 1967 à Luxembourg.

Quatre discours ont ponctué la cérémonie d'ouverture. D'abord l'allocution du président de la chambre des députés du Grand-Duché de Luxembourg, Mars Di Bartolomeo, qui a rappelé à l'assistance la création de l'organisation, il y a cinquante ans, suite à une proposition de Léopold Sedar Senghor, avec le soutien de Charles Helon, Habib Bourguiba, Norodon Sihanouk et Hamani Diori. Restant dans la même logique, le président de l'APF, président de l'Assemblée parlementaire de la République du Congo, Aubin Minaku, a, au-delà de cette



Les présidents des institutions parlementaires de notre pays aux travaux de Luxembourg.



La secrétaire générale de l'OIF, Mme Michaëlle Jean (c), lors de son intervention.



Les délégués réunis à la 43e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF).

reconnaissance à l'endroit des pères fondateurs, exprimé le souhait de voir les membres de l'organisation rester dans leur sillon. Non sans mentionner que l'APF demeure un outil au service du peuple, et qu'elle place ainsi la langue française au centre comme vecteur de la

culture.

Quant au secrétaire général de la Francophonie, Michaëlle Jean, tout en évoquant le rôle incontournable de l'APF, elle a exhorté "les parlementaires à pousser les gouvernements à aller de l'avant au moment où il est

célébré une Francophonie moderne dans un humanisme universel, œuvrant pour une croissance partagée et un développement durable".

Le Premier ministre du gouvernement de Luxembourg, Xavier Bettel a, pour sa part, rappelé le succès de

son pays qui repose en partie sur son ouverture vers d'autres cultures du monde. "C'est pourquoi le Luxembourg consacre un pour cent de son budget pour aider les autres afin de promouvoir ainsi les valeurs du vivre-ensemble et donner l'espoir", a-t-il dit.

Intervenant en dernier lieu, Son Altesse royale, le grand-duc Henri a insisté sur les valeurs culturelles par "l'attachement à la cause commune qu'est la francophonie". Non sans indiquer : "la mondialisation qui est en marche ne pourra pas gommer la diversité culturelle reconnue comme une richesse et (...) l'APF doit être le garant de la liberté". Avant d'appeler les parlementaires de l'espace francophone à jouer pleinement leur rôle dans la cohésion sociale et la préservation du lien linguistique au-delà de l'application des mécanismes de contrôle et de suivi de l'action gouvernementale. Toujours au cours de la journée d'hier, une plénière a eu lieu avec la série des questions sur des préoccupations d'actualité touchant l'espace francophone et formulées à l'endroit du secrétaire général de la Francophonie qui s'est efforcé à y apporter des éclairages.

Les travaux se poursuivent aujourd'hui avec, au menu, le débat en plénière axé sur le thème principal de la session : "Diversité linguistique, diversité culturelle, identité (s)", puis la discussion et le vote des projets de résolutions concoctés par les quatre commissions de l'APF. L'élection du nouveau bureau de l'organisation, ainsi que le renouvellement des membres au sein des bureaux des commissions, vont constituer le clou des travaux à Luxembourg.

Opposition/Congrès extraordinaire du FUNDU

Le FUNDU se fond dans le RHM

C. O.

Libreville/Gabon

C'est ce qui ressort de son congrès tenu, dimanche, au Noé Palace, dans la commune d'Akanda, au nord de Libreville. Occasion pour le président du Rassemblement Héritage et Modernité (RHM), Alexandre Barro Chambrier, de réaffirmer la ligne politique défendue par son parti qui se voit ainsi fortifié.

LE Front pour l'unité nationale et le développement unitaire (FUNDU) a intégré le Rassemblement Héritage et Modernité (RHM). C'était à la faveur d'un congrès extraordinaire qui a confirmé Alexandre Barro Chambrier à la tête de ladite formation politique. En présence de plusieurs leaders des partis de l'opposition et des militants, le président du FUNDU, Noël Borobo Epemba a, à l'ouverture de ses assises, manifesté sa volonté de relancer sa formation politique en s'ouvrant aux au-



Le président du RHM, Alexandre Barro Chambrier, prenant ses fonctions.



Plusieurs leaders de l'opposition étaient présents au congrès du FUNDU au Noé Palace.

tes. "Au regard de la situation actuelle du pays, a-t-il dit, il nous apparaît opportun pour relancer notre formation politique, de nous ouvrir aux femmes et aux hommes capables de relever les défis qui se présentent à l'horizon, afin de s'adapter à l'évolution de notre pays et être à la hauteur des enjeux du Gabon en pleine mutation». Toute chose qui a conduit l'orateur à changer le nom, le logo, les

statuts et le règlement intérieur de son ancien parti. Ceci, "afin d'avoir de nouveaux instruments de gestion pour des changements profonds tant dans le choix des personnes appelées à le diriger, que dans son mode de fonctionnement». Aussi, a-t-il invité les congressistes à soutenir ce changement, non sans leur demander d'investir le terrain.

Pour sa part, le président de RHM, Alexandre Barro

Chambrier, a tenu à remercier Noël Borobo Epemba, désormais vice-président de RHM qui, selon lui, ne cesse d'œuvrer depuis de nombreuses années, pour l'"alternance au sommet de l'Etat". Et d'ajouter : "Aujourd'hui (...), les membres originels du FUNDU montrent encore leur grandeur d'esprit en acceptant la mue du FUNDU en Rassemblement Héritage et Modernité, en vue de mutualiser nos forces pour hâter le

changement dans notre pays".

Par ailleurs, l'ancien député du 4e arrondissement de Libreville est revenu sur les raisons qui ont poussé RHM sur la scène politique nationale. A l'entendre, au regard de la crise généralisée qui embrase le pays, il estime qu'une autre politique s'impose à eux. Pour ce faire, il a indiqué l'orientation dans laquelle s'inscrit leur rassemblement.

Il s'agit, soutiendra-t-il, d'une orientation "libérale-sociale"; de "la promotion des mécanismes du libre marché, la liberté d'entreprise et d'investissement, la concurrence loyale, le réaménagement des situations de monopoles et la correction des inégalités actuelles avec un contenu social fort". Pour Barro Chambrier et les siens, il sera désormais question d'engager des "réformes profondes et multiformes". Entre autres, faire animer les institutions par des femmes et des hommes de haute probité morale et compétents; revoir en profondeur la décentralisation et la déconcentration afin de donner aux collectivités locales un vrai statut et des moyens conséquents pour hâter le développement de leurs territoires; la mise en œuvre d'une stratégie de promotion des PME/PMI incluant le financement bancaire (...); corriger le système d'inégalités structurellement entretenues, etc.